# Veille ABJ du 16 mars 2023

## *Bolivie*

### Bolivie : violentes manifestations après l'incarcération du gouverneur de Santa Cruz

Le Monde avec AFP - Publié le 31 décembre 2022
*https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/31/bolivie-violentes-manifestations-apres-l-incarceration-du-gouverneur-de-santa-cruz_6156155_3210.html*

*Accusé par le pouvoir en place d'avoir fomenté un coup d'Etat en 2019, Luis Fernando Camacho, figure de l'opposition de droite en Bolivie, a été condamné à quatre mois de prison.*

*Affrontements entre la police et les partisans de Luis Fernando Camacho, le gouverneur de Santa Cruz, en Bolivie, le 30 décembre 2022. IPA IBÁÑEZ / AP*

Luis Fernando Camacho, le gouverneur de Santa Cruz et l'un des principaux opposants au gouvernement bolivien, a été incarcéré, vendredi 30 décembre, pour quatre mois, ce qui a déclenché dans sa région de violents affrontements de rue entre civils et policiers.
Le parquet avait requis, jeudi, six mois de détention préventive contre M. Camacho, 43 ans. Il avait été arrêté mercredi sur ordre du parquet, lequel l'accuse de *« terrorisme »* pour un *« coup d'Etat »* présumé contre l'ex-président de gauche, Evo Morales, en novembre 2019.

L'incarcération de l'influent leader de l'opposition a déclenché, vendredi, des affrontements entre manifestants et policiers à Santa Cruz, ville la plus peuplée de Bolivie et moteur économique du pays. Lors de ces manifestations, des jeunes ont assiégé les bureaux du commandement départemental de la police, a constaté l'Agence France-Presse.

De son côté, M. Camacho s'est défendu plusieurs fois d'avoir fomenté un coup d'Etat et préfère parler d'une rébellion populaire contre Evo Morales (2006-2019), qu'il accuse d'avoir truqué les élections présidentielles en 2019 pour rester au pouvoir.

Luis Fernando Camacho est l'un des principaux leaders de la droite bolivienne et dirige la deuxième force politique d'opposition au Parlement, Creemos, derrière le parti Communauté citoyenne de l'ancien président centriste Carlos Mesa.
Les anciens chefs d'Etat boliviens, Jeanine Añez (2019-2020) et Jorge Quiroga (2001-2002), du même bord politique que M. Camacho, ainsi que M. Mesa (2014-2018) ont condamné l'arrestation du gouverneur. Jeanine Añez a d'ailleurs été visée par les mêmes accusations que lui et condamnée à dix ans de prison en juin.

Les partisans du gouvernement socialiste actuel de Luis Arce ont salué la détention de M. Camacho. Le procureur général de l'Etat, Wilfredo Chavez, un ancien ministre d'Evo Morales, a notamment déclaré que *« la justice* [devait] *faire son travail »*.

## En Bolivie, un projet de loi sur le recensement met fin à trente-six jours de manifestations parfois violentes

Le Monde avec AFP - Publié le 27 novembre 2022
*https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/27/en-bolivie-un-projet-de-loi-sur-le-recensement-met-fin-a-36-jours-de-manifestations-parfois-violentes_6151806_3210.html*

*La région de Santa Cruz exigeait la tenue, avant les élections de 2025, d'un recensement servant à recalculer la répartition des sièges au Parlement et les ressources publiques.*

*Des manifestants ont mis le feu à des bureaux appartenant à la Fédération des travailleurs paysans de Santa Cruz, le 11 novembre 2022. IPA IBANEZ / AP*

La région de Santa Cruz, capitale économique de la Bolivie et fief de l'opposition de droite, a suspendu, samedi 26 novembre, les manifestations qu'elle menait depuis trente-six jours contre le gouvernement. En effet, plus tôt dans la journée, la Chambre des députés avait adopté le projet de loi du gouvernement prévoyant de garantir la tenue du recensement en mars 2024, une répartition des ressources économiques et la réaffectation des sièges avant les élections législatives et la présidentielle de 2025. La Chambre basse a transmis le projet au Sénat.
L'exécutif a néanmoins refusé, en invoquant des raisons techniques, la demande de Santa Cruz d'organiser le recensement en 2023 et l'a fixé à mars 2024.

Santa Cruz avait commencé ses manifestations le 22 octobre avec des blocages de rues, d'avenues et de routes interdépartementales pour exiger que le chef de l'Etat, Luis Arce (Mouvement vers le socialisme), effectue un recensement de la population d'ici à 2023, car la distribution de fonds publics et l'attribution de sièges au Parlement dépendent de la population des régions. Or la région de Santa Cruz, située à l'est du pays et gouvernée par l'opposition de droite, estime être défavorisée par un recensement obsolète datant d'il y a plus de dix ans. Elle craignait que sa représentation ne soit pas actualisée à temps pour le scrutin de 2025.

Des violences ont marqué ce mois de protestations, avec notamment des affrontements à coups de pierres, de bâtons et de pétards entre les opposants au pouvoir et ses partisans. Selon le gouvernement, ces débordements ont fait quatre morts et plus de cent soixante-dix blessés.

# *Brésil*

## Au Brésil, les premiers pas difficiles de Lula

Le Monde - Par Bruno Meyerfeld (Rio de Janeiro, correspondant) - Publié le 09 mars 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/08/au-bresil-les-premiers-pas-difficiles-de-lula_6164668_3210.html*

*Deux mois après l'investiture du président, sa popularité plafonne. Aux perspectives de croissance atones s'ajoute une première affaire embarrassante pour son gouvernement.*

*Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, à Brasilia, le 16 février 2023. UESLEI MARCELINO / REUTERS*

Sa valeur symbolique est forte : le 4 mars, le Sénat brésilien a annoncé sa réouverture au public. De longues semaines auront été nécessaires afin de remettre à neuf ces lieux saccagés le 8 janvier par des émeutiers d'extrême droite favorables à Jair Bolsonaro.
L'événement coïncide à quelques jours près avec la commémoration des deux premiers mois au pouvoir de Luiz Inacio Lula da Silva, investi le 1er janvier.

Le chef de l'Etat a d'abord tenu à restaurer l'image du Brésil à l'international. Le leader de 77 ans a reçu à Brasilia le chancelier allemand, Olaf Scholz, ainsi que la ministre française des affaires

étrangères, Catherine Colonna. Lula a aussi donné des gages à Washington et s'est rendu en février à la rencontre de son homologue américain, Joe Biden, à la Maison Blanche.

Sur la scène intérieure, l'ancien métallo a mis toute son énergie à refonder les programmes sociaux mis à bas par son prédécesseur. *« A partir d'aujourd'hui, la roue gigantesque du Brésil commence à tourner ! »*, lançait-il le 14 février, lors de la relance du programme de logements sociaux « Ma Maison, ma vie ». Objectif : construire 2 millions de logements d'ici à 2026.
Dans le même temps, le salaire minimum a été augmenté de 1,3 %. Les foyers bénéficiaires de la célèbre Bolsa Familia (une allocation conditionnée à certaines obligations d'éducation) toucheront désormais 150 reais (27 euros) supplémentaires par enfant de moins de 6 ans. Fin février, le gouvernement a également rétabli le Conseil national pour la sécurité alimentaire, essentiel au combat contre la faim, supprimé par Jair Bolsonaro.
Lutte contre le racisme, les féminicides, les armes à feu, ou en faveur de la vaccination… l'actuel pouvoir tient à se démarquer en tout point du précédent. *« C'est le temps de l'union et de la reconstruction. Ce pays a été détruit par des barbares fascistes. Avoir des résultats prendra du temps. Mais nous réussirons : Lula est un père la victoire ! »*, insiste Bohn Gass, député du Parti des travailleurs et proche du président.

Malgré l'enthousiasme de façade, de premiers doutes ont déjà émergé. Loin de tout unanimisme, le gouvernement Lula ne bénéficie, selon les sondages, que de 40 % d'opinions favorables. Le « choc » de confiance tant espéré n'a pas eu lieu : le produit intérieur brut a reculé de 0,2 % au dernier trimestre 2022. Pour cette année, les perspectives sont moroses, avec 1,2 % de croissance prévu par le Fonds monétaire international.

## Au Brésil, les inondations inédites ont fait 65 morts et 2 400 déplacés

Le Monde avec AFP - Publié le 27 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/26/inondations-au-bresil-nouveau-bilan-de-64-morts_6163408_3210.html*

*Les secouristes ont mis fin aux recherches dans le quartier de Vila Sahy, à Sao Sebastiao, la zone la plus affectée par les inondations et glissements de terrain survenus il y a une semaine dans le sud-est du pays.*

*Des secouristes cherchent des corps après un glissement de terrain meurtrier déclenché par de fortes pluies près de la plage de Barra do Sahi, dans la ville côtière de Sao Sebastiao, au Brésil, mercredi 22 février 2023.*
*ANDRE PENNER / AP*

*« Jusqu'à présent ont été confirmés 65 morts »*, parmi lesquels ont été identifiés *« 21 hommes, 17 femmes et 19 enfants »*, ont fait savoir, dimanche 26 février, les autorités de l'Etat de Sao Paulo, une semaine après les inondations et glissements de terrain qui ont affecté le sud-est du Brésil.

Sao Sebastiao, une station balnéaire située à 200 kilomètres de Sao Paulo, a reçu près de 680 millimètres de pluie en vingt-quatre heures en fin de semaine dernière. Soit plus du double de la moyenne mensuelle des précipitations, et le volume cumulé en une journée le plus élevé jamais enregistré au Brésil, selon les autorités.
Plus de 2 400 personnes ont été déplacées, selon le dernier bilan rendu public dimanche par les autorités. Le gouverneur de Sao Paulo, Tarcisio de Freitas, a admis jeudi que le système d'alerte de la population par messages SMS n'était pas suffisant et a annoncé l'installation de sirènes dans les zones à risque ainsi que la construction de logements pour les sans-abri.

Les experts attribuent ces événements extrêmes à une combinaison des effets du changement climatique et d'une urbanisation incontrôlée. Le Brésil est en proie à des catastrophes naturelles à répétition, comme à Petropolis, dans l'Etat de Rio de Janeiro, où plus de 230 personnes sont mortes à la suite de fortes pluies en 2022.
Au Brésil, 9,5 millions de personnes vivent dans des zones exposées aux glissements de terrain ou aux inondations, dont beaucoup dans des favelas dépourvues d'infrastructures sanitaires de base, selon le Centre national de surveillance et d'alerte des catastrophes naturelles du pays, le Cemaden.

## En images : le carnaval de Rio retrouve son allégresse

Le Monde - Publié le 27 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/video/2023/02/22/en-images-le-carnaval-de-rio-retrouve-son-allegresse_6162905_3210.html*

*Vidéo : Rio de Janeiro a célébré en ce début de semaine ses pleines retrouvailles avec la joie, la démesure et la splendeur de son célèbre carnaval, après la parenthèse due au Covid-19.*

En 2021, quelque 215 millions de Brésiliens avaient été en deuil d'un carnaval qui fait partie de l'ADN de tout un peuple : l'édition avait été annulée en raison de la pandémie de Covid-19, qui a fait 700 000 morts. Et l'an dernier le carnaval avait été reporté à avril, mais les très populaires cortèges de rue, pouvant réunir des centaines de milliers de fêtards… et arrosés de beaucoup d'alcool, avaient été interdits.

Pour cette édition 2023, la ferveur a atteint son paroxysme lors du défilé des douze écoles de samba, les 19 et 20 février, devant 70 000 spectateurs chaque soir et des dizaines de millions de téléspectateurs. En jeu, le titre très disputé de championne du carnaval le plus grandiose de la planète, le rendez-vous de l'année des Brésiliens, un exutoire, une parenthèse enchantée de liesse populaire. Cette édition 2023 était également la première depuis le retour au pouvoir du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, qui a battu en octobre le chef d'Etat sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

*« Le carnaval représente la culture de tout un peuple, auparavant la liberté d'expression de notre culture était réprimée »*, dit Carla Andrea Barbosa, une costumière quinquagénaire fidèle au rendez-vous depuis trente ans. Le gouvernement Bolsonaro avait supprimé le ministère de la culture, coupé les crédits et censuré les créations qui lui déplaisaient.
Lula a promis de redonner sa place à la culture au Brésil et, signe des temps, la ministre de la culture, Margareth Menezes, a défilé en haut d'un char de l'école de Mangueira pendant la nuit de dimanche à lundi

## « Voir des enfants du peuple Yanomami en situation de famine est la démonstration qu'il s'agit d'un génocide prémédité »

Le Monde- Collectif - Publié le 20 février 2023.
*https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/18/voir-des-enfants-du-peuple-yanomami-en-situation-de-famine-est-la-demonstration-qu-il-s-agit-d-un-genocide-premedite_6162395_3232.html*

*Un collectif de personnalités politiques et intellectuelles, parmi lesquels Philippe Descola, Annie Ernaux, Alfredo Pena-Vega et Marina Silva, lance, dans une tribune au « Monde », un appel à la solidarité internationale en appui au peuple Yanomami qui vit en Amazonie.*

*« Chaque jour vers l'enfer nous descendons d'un pas, sans horreur, à travers des ténèbres qui puent »* (Charles Baudelaire, *Les Fleurs du mal*). Cette citation de Baudelaire est très significative de l'horreur que vit le peuple Yanomami. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 540 enfants de moins de 5 ans sont morts pendant l'administration de l'ancien président Jair Bolsonaro (2018-2022).
Les images diffusées ces jours-ci par la presse brésilienne, internationale, et les témoignages recueillis par le président Lula lors de son voyage dans l'Etat du Roraima, montrent que nous sommes face à une véritable tragédie humaine.

Il est inconcevable de voir des enfants et des vieillards du peuple Yanomami en situation de famine et d'abandon. Ceci constitue la démonstration la plus évidente qu'il ne s'agit ni plus ni moins d'un génocide prémédité. Jair Bolsonaro a sciemment ignoré les demandes d'aide officielles que le peuple Yanomami a transmises aux différentes institutions de l'Etat fédéral : Funai, police fédérale, ministères publics, etc.
Des mesures d'urgence ont été prises par le gouvernement de Lula.

L'Hutukara, une organisation créée par les peuples indigènes eux-mêmes, a envoyé plusieurs lettres officielles aux organismes publics au cours des deux dernières années au sujet des conflits sanglants qui pourraient aboutir au génocide des Yanomami.

# *Colombie*

## Colombie : le gouvernement accorde à l'Armée de libération nationale le statut d'« organisation politique armée rebelle »

Le Monde avec AFP - Publié le 26 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/26/colombie-le-gouvernement-accorde-a-l-armee-de-liberation-nationale-le-statut-d-organisation-politique-armee-rebelle_6163344_3210.html*

*La décision a été saluée par cette guérilla comme indispensable à la poursuite du processus de paix à l'initiative du président de gauche, Gustavo Petro.*

*Les commandants de la guérilla de l'Armée de libération nationale de la Colombie (ELN), Pablo Beltran (à droite) et Aureliano Carbonell, le 21 janvier 2023, à Caracas. YURI CORTEZ / AFP*

Il faut le prendre comme un geste permettant d'avancer sur le terrain des négociations de paix : le gouvernement colombien a accordé à l'Armée de libération nationale (ELN) le statut d'« organisation politique armée rebelle », une condition énoncée comme indispensable par les guérilleros afin de les distinguer d'autres groupes armés, tels les narcotrafiquants, avec lesquels le président Gustavo Petro s'efforce également de conclure une *« paix totale »*.

Les délégués sont également convenus de mettre en place un canal de communication fonctionnant pendant la suspension des pourparlers, dont le dernier cycle a débuté le 13 février à Mexico avec le Chili, le Venezuela, la Norvège, le Mexique et le Brésil comme garants, ainsi qu'une trêve bilatérale à l'ordre du jour.

L'Armée de libération nationale (ELN), d'inspiration guévariste, dernière guérilla constituée comme telle encore active dans le pays, avait repris ses discussions avec le gouvernement en novembre 2022, après quatre ans d'interruption.
Le président Petro, lui-même un ancien guérillero du mouvement M-19, avait décrété le 1er janvier un cessez-le-feu avec cinq groupes armés, dont l'ELN qui avait, peu après, démenti l'annonce présidentielle.

M. Petro, qui a pris ses fonctions en août comme premier président de gauche de l'histoire de la Colombie, ambitionne d'aboutir à une *« paix totale »* avec la multitude de groupes armés opérant dans le pays, très souvent impliqués dans le narcotrafic.

## En Colombie, la « paix totale » de Gustavo Petro en difficulté

Le Monde - Par Marie Delcas (Bogota, correspondante) - Publié le 14 mars 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/14/en-colombie-la-paix-totale-de-gustavo-petro-en-difficulte_6165437_3210.html*

*La droite accuse le président de vouloir « livrer le pays aux narcos » en incluant, dans l'accord de cessez-le-feu de décembre 2022, les milices paramilitaires du clan du Golfe, la plus grande organisation criminelle du pays.*

*Une ambulance incendiée sur une route lors d'une manifestation de mineurs illégaux dans le Cauca (Colombie), le 12 mars 2023. MINISTÈRE DE LA DÉFENSE COLOMBIEN VIA AFP*

Le président colombien, Gustavo Petro, a annoncé, lundi 13 mars, l'ouverture de négociations de paix avec la principale faction dissidente des anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), la grande guérilla qui, en 2016, a déposé les armes.
Les mandats d'arrêt en cours ont été levés contre dix-neuf des chefs de l'organisation, afin de *« faciliter les pourparlers avec l'état-major central* [EMC] *autoproclamé des FARC »* dirigé par Nestor Vera, alias Ivan Mordisco. L'EMC est composé de guérilleros qui avaient refusé de signer l'accord de 2016 et ont été rejoints par de nouvelles recrues. Selon les autorités, l'EMC compterait aujourd'hui quelque 2 000 hommes en armes.

Un premier processus de négociation avait été engagé en novembre 2022 avec l'Armée de libération nationale (ELN), la guérilla d'obédience castriste, dans le maquis depuis bientôt soixante ans. Le deuxième cycle de pourparlers entre le gouvernement et l'ELN, qui s'est tenu dans la ville de Mexico, a pris fin le 10 mars. Les parties ont annoncé s'être mises d'accord sur une feuille de route de négociations en six points, et avoir examiné les bases d'un éventuel cessez-le-feu.

Les partisans de la paix totale se veulent optimistes. Mais les difficultés s'accumulent sur le terrain, tandis que dans les médias, les critiques se multiplient.

La région dite du Bajo Cauca, dans le nord-ouest du pays, est bloquée depuis dix jours par des mineurs, essentiellement de petits orpailleurs, qui protestent contre l'intention du gouvernement de lutter contre les activités minières clandestines. Les autorités sont convaincues que les protestataires sont pilotés et financés par les milices narco-paramilitaires du clan du Golfe, la plus grande organisation criminelle du pays (aussi appelée « Autodéfenses gaitanistes de Colombie »), alors qu'en décembre 2022, le clan du Golfe disait accepter la main tendue par le gouvernement et déclarait un cessez-le-feu pour négocier les conditions de sa reddition.

Premier président de gauche de l'histoire du pays, Gustavo Petro prétend désarmer guérillas et mafias, tout en désamorçant, à terme, les causes structurelles de la violence que sont la misère et les inégalités.
Sa politique de paix totale repose sur les négociations avec les organisations politiques, comme l'ELN, et sur une offre de *« reddition à la justice »* pour les organisations criminelles : les chefs et membres de ces organisations armées qui accepteront d'abandonner définitivement leurs activités illicites, de démanteler leurs structures et de collaborer avec la justice bénéficieront de peines réduites. Cette offre est aujourd'hui vivement critiquée par l'opposition.

# Gestation pour autrui : comment le commerce des mères porteuses se développe en Colombie

BBC News - Mimi Swaby - 29 janvier 2023
*https://www.bbc.com/afrique/monde-64399279*
La Croix - William Gazeau (correspondant à Bogota, en Colombie) - le 06/03/2023
*https://www.la-croix.com/Monde/En-Colombie-GPA-hors-controle-2023-03-06-1201257944*

*En l'absence de cadre légal, la gestation pour autrui (GPA) est devenue une pratique commerciale aussi lucrative qu'incontrôlée en Colombie. Les offres de femmes prêtes à louer leur ventre contre quelques milliers d'euros se multiplient sur les réseaux sociaux, quitte à mettre parfois leur santé en danger.*

*Certaines femmes se disent heureuses d'aider les couples à devenir parents, d'autres sont motivées par l'argent. Crédit photo, Getty Images*

Trouver une mère porteuse en Colombie est un processus simple. Il s'agit d'une pratique relativement courante dans le pays, de nombreuses jeunes femmes ayant recours à ce type de grossesse pour survivre.
"Je suis de Bogota, je loue mon utérus", peut-on lire sur une annonce d'une jeune femme colombienne dans un groupe public Facebook - et son message n'est pas inhabituel.

Mery, une Vénézuélienne de 22 ans vivant actuellement en Colombie, fait partie des milliers de femmes qui, depuis des mois, proposent leur utérus à des parents potentiels dans toute l'Amérique du Sud. Comme la plupart des femmes qui font de la publicité sur les plateformes, son motif est principalement financier.
"J'ai commencé quand je me suis séparée de mon mari. Nous avons été ensemble pendant presque cinq ans et nous avons deux enfants. Je fais donc ça pour aider un couple à concevoir, mais surtout pour m'aider à payer les factures."
Mery ne savait pas combien faire payer. Elle a vu des annonces allant de R$ 40 000 à R$ 200 000, elle a donc finalement décidé de louer son ventre pour R$ 50 000 à R$ 60 000.
"Cet argent m'aiderait à élever mes enfants maintenant que je suis seule", dit-elle.

Lucía Franco, une journaliste colombienne qui a effectué des recherches approfondies sur ce marché, dit avoir été choquée de découvrir à quel point il est facile de trouver des personnes qui louent ou recherchent une mère porteuse dans le pays.
"Je ne savais pas que ça fonctionnait aussi ouvertement. Il a été très choquant de trouver autant de publicités sur les réseaux sociaux comme Facebook. Ce sont des femmes très pauvres, qui louent leur utérus parce que c'est le seul moyen pour elles de subvenir à leurs besoins. Et pour des prix très bas", dit-elle.

La maternité de substitution, terme populaire désignant la "gestation pour autrui" ou "gestation de substitution", est une pratique légale en Colombie, bien qu'elle ne soit pas réglementée.

Au Brésil, c'est autorisé, à condition qu'il n'y ait pas de paiement pour la grossesse ou de lien commercial.

Dans une déclaration envoyée à la BBC, le ministère colombien de la santé et de la protection sociale admet qu'il existe un vide juridique. "Le gouvernement travaille actuellement sur un projet de loi visant à contrôler la maternité de substitution utérine", a déclaré l'organisme.
S'adressant au journal El País, l'ancien député Santiago Valencia a déclaré que les mères porteuses sont souvent maltraitées et enfermées dans des appartements loués par des agences pour les contrôler tout au long de leur grossesse.
En septembre 2022, la Cour constitutionnelle de Colombie a ordonné au Congrès de réglementer la gestation pour autrui, lui donnant un délai de six mois pour le faire. Jusqu'à présent, aucun progrès n'a été réalisé, bien qu'un projet de loi soit en préparation.

## En Colombie, un glissement de terrain a causé la mort de 34 personnes

Le Monde avec AFP - Publié le 06 décembre 2022
https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/05/en-colombie-un-glissement-de-terrain-a-cause-la-mort-de-vingt-sept-personnes_6153064_3210.html

*Sous l'effet de fortes pluies, un pan de montagne s'est décroché dans le nord-ouest du pays et est venu ensevelir plusieurs véhicules sur une route en aval. La Colombie connaît sa pire saison des pluies depuis quarante ans.*

*Le glissement de terrain est survenu dimanche sur une route de montagne dans la municipalité de Pueblo Rico, dans le nord-ouest de la Colombie. STRINGER / AFP*

Trente-quatre personnes, dont huit mineurs, sont mortes et neuf ont été blessées dans un glissement de terrain qui a enseveli, dimanche 4 décembre, un bus et plusieurs autres véhicules dans le nord-ouest de la Colombie, ont annoncé les autorités lundi. Parmi les blessés, *« trois personnes ont réussi à sortir vivantes du bus* [comme] *six autres d'un véhicule privé qui se trouvait également sur le site »* de l'accident, a précisé à l'Agence France-Presse (AFP) une responsable des services de secours colombiens (UNGRD).

Sous l'effet des fortes pluies, un pan de montagne s'est décroché et est venu ensevelir sur la route en aval plusieurs véhicules, dont au moins une moto et un bus de transport public avec à son bord une trentaine de personnes. Selon le témoignage d'un survivant, le chauffeur du bus s'est rendu compte de l'effondrement et a tenté, mais sans succès, de faire marche arrière.

Le glissement de terrain est survenu sur une route de montagne dans la municipalité de Pueblo Rico. Très isolée, dans un paysage escarpé de végétation tropicale, la zone de l'accident *« pose des difficultés de communication »*, ont souligné les services de secours, selon lesquels près de 80 secouristes ont été déployés sur place.

Depuis le début du mois d'août, le pays est en état de *« catastrophe nationale »* en raison de la pire saison des pluies depuis quarante ans, selon le gouvernement. D'après un précédent bilan, les pluies ont fait 271 morts et plus de 700 000 sinistrés depuis un an.
Ces pluies sont associées à la Niña, un phénomène climatique cyclique provoqué par le refroidissement de l'océan Pacifique, que le réchauffement risque de rendre plus fréquent et plus meurtrier, estiment des scientifiques.

# *Équateur*

## En Equateur, la crise pénitentiaire menace de tourner à la crise politique

Le Monde - Par Marie Delcas (Bogota, correspondante régionale) - Publié le 08 novembre 2022
*https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/08/en-equateur-la-crise-penitentiaire-menace-de-tourner-a-la-crise-politique_6149044_3210.html*

*Le président Guillermo Lasso a décrété pour la sixième fois en dix-huit mois l'état d'exception à la suite d'assassinats de policiers et de détenus. L'opinion publique et les partis politiques critiquent l'action du chef de l'Etat pour faire face à la violence criminelle.*

*Des soldats entrent dans le centre pénitentiaire du Littoral à Guayaquil, en Equateur, après de nouveaux affrontements, le 7 novembre 2022. GERARDO MENOSCAL / AFP*

La violence s'est installée dans les prisons, les rues et le débat politique équatoriens. La crise qui secoue le pays depuis le 1er novembre a démarré dans la prison du Littoral, à Guayaquil, le grand port industriel du pays devenu l'épicentre du trafic de cocaïne.

Dans les heures et les jours qui ont suivi, six policiers ont été assassinés, plus d'une vingtaine d'attentats à l'explosif ou à l'arme à feu ont été perpétrés contre des postes de police et des stations-service, cinq détenus ont été assassinés dans la prison d'El Inca, dans le nord de Quito.
Selon les autorités, les rivalités entre gangs seraient une fois encore à l'origine du massacre.

*« Ces faits de violence sont une déclaration de guerre ouverte contre l'Etat de droit, le gouvernement et les citoyens »,* avait déclaré le président Guillermo Lasso (droite), au soir du 1er novembre. Il a immédiatement décrété l'état d'exception assorti d'un couvre-feu nocturne, dans les provinces côtières de Guayas, dont Guayaquil est le chef-lieu, et d'Esmeraldas, puis dans celle de Santo Domingo de los Tsachila.

C'est la sixième fois que le chef de l'Etat fait usage de ce pouvoir que lui reconnaît la Constitution depuis dix-huit mois qu'il est au pouvoir. Dans la prison du Littoral, en septembre 2021, les affrontements entre bandes criminelles avaient tourné à la tragédie : cent vingt détenus avaient trouvé la mort en vingt-quatre heures. Au total, ce sont près de quatre cents prisonniers qui ont été tués depuis février 2020.

Toutes tendances confondues, l'opposition conteste l'utilité des états d'exception à répétition. Divisée, la droite exige plus de fermeté de la part de l'exécutif et demande la légalisation du port d'armes. D'aucuns voudraient une solution musclée « à la Nayib Bukele », du nom de l'actuel président salvadorien, qui emprisonne à tour de bras. C'est le cas de la maire de Guayaquil, Cynthia Viteri.
Sur les réseaux sociaux, les plus véhéments à droite suggèrent de *« bombarder les prisons ».* Les défenseurs des droits humains s'inquiètent.
La question de la destitution du président Lasso est de nouveau en discussion à l'Assemblée nationale.

## Au moins quinze morts dans un tremblement de terre en Equateur et au Pérou

Le Monde avec AFP - Publié le 18 mars 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/18/equateur-un-tremblement-de-terre-fait-au-moins-douze-morts_6166084_3210.html*

*Le séisme, d'une magnitude de 6,8, ne devrait toutefois pas provoquer de tsunami.*

*Le musée maritime de Puerto Bolivar, à Machala (Equateur), samedi 18 mars 2023. JORGE SANCHEZ / AP*

Au moins quinze personnes sont mortes et plusieurs ont été blessées, samedi 18 mars, dans un séisme important dans le sud de l'Equateur et le nord du Pérou, selon les premiers bilans officiels.
Le séisme s'est produit à 12h12, heure locale (18h12 à Paris), avec un épicentre situé sur la commune de Balao (Equateur) à une profondeur de 44 kilomètres, selon les autorités. L'Institut sismologique américain USGS a précisé que sa magnitude avait atteint 6,8.

Paniqués, des habitants sont sortis dans les rues. Des habitations se sont effondrées dans plusieurs villes, dont Cuenca, l'une des plus touchées. Le tremblement de terre a également été ressenti à Quito, Manabi et Manta, selon des témoignages sur les réseaux sociaux.

Le président équatorien, Guillermo Lasso, a lancé un *« appel au calme et à l'information par les voies officielles »* dans un message sur Twitter.
Au Pérou, où le séisme a eu une ampleur moins importante, une fillette de 4 ans est morte à Tumbes, dans le nord-ouest du pays, selon un premier bilan officiel.

Selon l'Institut océanographique et antarctique de la marine équatorienne, la secousse *« ne remplit pas les conditions susceptibles de générer un tsunami »* dans le Pacifique.

# *Honduras*

## Au Honduras, le bilan en demi-teinte de la présidente Xiomara Castro

Le Monde - Par Angeline Montoya -Publié le 07 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/07/au-honduras-le-bilan-en-demi-teinte-de-la-presidente-xiomara-castro_6160870_3210.html*

*Elue en janvier 2022, la dirigeante de gauche avait promis de « refonder » un Etat gangrené par le crime organisé et la corruption.*

*La présidente du Honduras, Xiomara Castro, et le président de l'état-major interarmées, José Jorge Fortin, lors d'une cérémonie militaire, à Tegucigalpa (Honduras), le 9 décembre 2022. FREDY RODRIGUEZ / REUTERS*

Le 27 janvier 2022, Xiomara Castro devenait la première femme du Honduras à occuper le fauteuil présidentiel. La gauche revenait au pouvoir après douze années de gouvernement du Parti national (PN, droite), marquées par des fraudes électorales et l'infiltration du crime organisé dans l'Etat.
Son premier geste a été illustré par l'extradition aux Etats-Unis de l'ex-président Juan Orlando Hernandez (2014-2022) et par la condamnation à perpétuité, par un tribunal de New York, de son frère Tony, tous deux pour trafic de drogue.

C'est dire si les attentes étaient fortes d'un changement radical, d'autant que le Honduras a gravement souffert des effets conjoints de la pandémie, des ouragans et de la guerre en Ukraine, avec une inflation de presque 10 %, un taux de pauvreté (73 % de la population) record depuis vingt ans et l'explosion de la migration vers les Etats-Unis. M$^{me}$ Castro avait promis de *« refonder »* la nation contre les mafias et le crime organisé. Un an après, qu'en est-il ?

*« Le bilan est mitigé, mais, en ce qui concerne la lutte contre la corruption, le modèle fondé sur les conflits d'intérêts et le favoritisme n'a pas beaucoup évolué »,* affirme César Espinal, coordinateur de l'observatoire de politique criminelle du Centre national anticorruption (CNA), une ONG indépendante. Xiomara Castro avait demandé de la patience, mais, *« un an après, les Honduriens n'acceptent plus l'argument du legs catastrophique de Juan Orlando Hernandez, et ils attendent des actions plus concrètes »,* explique la journaliste Thelma Mejia Lopez, fondatrice du Comité pour la liberté d'expression.

La principale réussite de la présidente a été de signer, le 15 décembre 2022, un mémorandum d'accord avec l'ONU pour la création d'une Commission internationale contre l'impunité au Honduras (Cicih), à la manière de ce qui avait été fait, avec succès, au Guatemala, entre 2006 et 2019.
Très ambitieux, le texte confère à cet organisme la possibilité de mettre en examen, indépendamment du ministère public, un point crucial alors que le système judiciaire est lui-même corrompu et inefficace. *« C'est un premier pas, mais le processus est beaucoup trop lent,* regrette César Espinal. *La cicih ne sera en place qu'en 2024 au plus tôt. »*

## Le Honduras veut établir des relations « officielles » avec la Chine, Taïwan évoque une « mauvaise décision »

Le Monde avec AFP - Publié le 15 mars 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/15/le-honduras-veut-etablir-des-relations-officielles-avec-la-chine-taiwan-evoque-une-mauvaise-decision_6165491_3210.html*

*L'annonce de la présidente du Honduras devrait entraîner de facto une rupture des liens avec Taïwan, puisque la Chine n'accepte pas que des pays puissent avoir des relations diplomatiques à la fois avec elle et avec cette île dont elle revendique la souveraineté.*

*La présidente du Honduras, Xiomara Castro, à New York, le 20 septembre 2022. AMR ALFIKY / REUTERS*

Le Honduras effectue une bascule dans ses relations internationales en se rapprochant officiellement de Pékin. *« J'ai donné instruction au ministre des affaires étrangères, Eduardo Reina, de gérer l'ouverture de relations officielles avec la République populaire de Chine »*, a annoncé, mardi 14 mars sur Twitter, la présidente hondurienne, Xiomara Castro.

Cette décision devrait de facto entraîner une rupture entre le Honduras et Taïwan, puisque la Chine communiste, qui revendique la souveraineté sur Taïwan, n'accepte pas que des pays puissent avoir des relations diplomatiques à la fois avec elle et avec Taipei.
Seuls quatorze pays dans le monde reconnaissent Taïwan, dont le Paraguay, Haïti, le Vatican et plusieurs petites nations insulaires des Caraïbes et du Pacifique.

Le tweet de Mme Castro *« ne clarifie pas quel type de relations »* le Honduras souhaite nouer avec Pékin, fait remarquer l'analyste hondurien, Raul Pineda. *« S'il s'agit de relations diplomatiques, cela va entraîner une rupture avec Taïwan et une prise de distance avec les Etats-Unis »*, a-t-il ajouté, les relations entre Washington et Pékin étant actuellement très tendues.

Le 1er janvier 2023, le chef de la diplomatie hondurienne avait rencontré le vice-ministre des affaires étrangères chinois, Xie Feng, en marge de la cérémonie d'investiture du président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva. Le 2 février, M. Reina avait annoncé des négociations avec la Chine pour construire un barrage hydroélectrique. La Chine avait déjà financé à hauteur de 300 millions de dollars (279 millions d'euros environ) un autre barrage au Honduras, inauguré en 2021 par le président de l'époque, Juan Orlando Hernandez.

L'Amérique latine a été un important champ de bataille diplomatique entre Pékin et Taipei depuis 1949. Alignés sur Washington, tous les pays d'Amérique centrale sont restés pendant des décennies liés à Taïwan. Mais aujourd'hui, s uls le Honduras, le Guatemala et Belize entretiennent des liens avec l'île. Le Costa Rica (en 2007), le Panama (2017), le Salvador (2018) et le Nicaragua (2021) ont rompu avec Taipei et ont reconnu Pékin.

# *Nicaragua*

## « Au Nicaragua, personne ne peut se sentir libre » : entretien avec l'opposante Dora Maria Tellez

Le Monde - Propos recueillis par Anne Vigna (Rio de Janeiro, correspondance) - Publié le 04 mars 2023
Intégrale de l'entretien sur : *https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/03/au-nicaragua-personne-ne-peut-se-sentir-libre-entretien-avec-l-opposante-dora-maria-tellez_6164046_3210.html*

*Libérée de prison et expulsée aux Etats-Unis, l'opposante revient, dans un entretien au « Monde » donné depuis Washington, sur la dérive autoritaire du couple Ortega à la tête du Nicaragua, et appelle à l'unité de l'opposition pour un retour du pays à la démocratie.*

*La députée nicaraguayenne Dora Maria Tellez, au siège du Front sandiniste de libération nationale, dont elle vient alors de démissionner pour fonder le Mouvement de rénovation sandiniste, à Managua, le 3 février 1995. ANITA BACA / AP*

Dora Maria Tellez, 67 ans, fait partie des 222 prisonniers politiques libérés par le régime de Daniel Ortega le 9 février, mais immédiatement expulsés du Nicaragua vers Washington et déchus de leur nationalité. Elle avait été condamnée, le 10 février 2022, à huit ans de prison pour « conspiration et atteinte contre la souveraineté nationale ». M$^{me}$ Tellez, connue au Nicaragua sous son nom de guerre, « Comandante 2 », avait pris les armes alors qu'elle était âgée de 20 ans, rejoignant le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en lutte contre la dynastie dictatoriale des Somoza, au pouvoir quasi sans discontinuer depuis 1936. Elle s'est illustrée dans plusieurs batailles décisives, dont la prise du palais national, en 1978.

Dora Maria Tellez, qui avait interrompu ses études de médecine pour la lutte armée, devient la première ministre de la santé du gouvernement sandiniste, en 1979. Cette intellectuelle, historienne et infatigable militante de la gauche nicaraguayenne s'oppose à l'accaparement du parti par celui qui a gouverné le pays depuis, Daniel Ortega, lorsque les sandinistes quittent le pouvoir en 1990. Expulsée du FSLN, elle fonde, en 1995, avec l'ancien vice-président et écrivain Sergio Ramirez, le Mouvement Renouveau sandiniste (MRS), qui deviendra, en 2021, l'Union démocratique rénovatrice (Unamos).

Avant son arrestation, elle œuvrait à une candidature commune de l'opposition pour l'élection présidentielle de 2021, remportée pour la quatrième fois d'affilée par Daniel Ortega, accompagné sur le ticket présidentiel, comme depuis 2017, par son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo. Avant le scrutin, le couple a fait arrêter tous les candidats potentiels de l'opposition.

## Plus de 90 nouveaux opposants déchus de leur nationalité au Nicaragua

Le Monde - Par Angeline Montoya - Publié le 17 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/17/plus-de-90-nouveaux-opposants-dechus-de-leur-nationalite-au-nicaragua_6162155_3210.html*

*La mesure a été prise presque une semaine après l'expulsion du pays de 222 prisonniers politiques et après la condamnation d'un évêque à vingt-six ans de prison.*

*Des opposants politiques au régime de Daniel Ortega au Nicaragua récemment expulsés et déchus de leur nationalité tiennent une conférence de presse avec la maire du comté de Miami-Dade, en Floride, le 15 février 2023. LYNNE SLADKY / AP*

C'est un *« saut dans le vide de la radicalisation autoritaire »* de Daniel Ortega. Carlos Fernando Chamorro, directeur du média en ligne *Confidencial*, n'a plus de mots assez forts pour qualifier la dernière mesure du régime du président nicaraguayen. Le journaliste, qui se trouve en exil au Costa Rica depuis 2021, fait partie de 94 opposants qui viennent de se voir retirer leur nationalité, leurs droits civiques et leurs biens.

La mesure a été annoncée mercredi 15 février par le président de la cour d'appel de Managua, Ernesto Rodriguez Mejia. *« Les accusés ont réalisé et continuent de perpétrer des actes criminels au détriment de la paix, de la souveraineté, de l'indépendance et de l'autodétermination du peuple nicaraguayen, en incitant à la déstabilisation du pays, en favorisant des blocus économiques, commerciaux et financiers »*, selon le magistrat. « *Pour ces raisons, ils ne peuvent être considérés comme des citoyens nicaraguayens. »*
Traités de *« malfaiteurs en fuite »* et de *« traîtres à la patrie »*, *les « accusés »*, qui n'ont pourtant fait l'objet d'aucun procès et n'avaient pas été mis en examen avant cela, sont également *« soumis à l'interdiction à perpétuité d'exercer des fonctions publiques »* et des mandats électifs. Leurs biens ont été *« confisqués en faveur de l'Etat nicaraguayen »*.

La mesure a été décrétée six jours après la libération et l'expulsion vers Washington, le 10 février, de 222 prisonniers politiques, eux aussi déchus de leur nationalité et de leurs droits, et après la condamnation à vingt-six ans de prison de l'évêque Rolando Alvarez, le lendemain.

Parmi les personnes affectées par la mesure de ce mercredi, les écrivains Sergio Ramirez et Gioconda Belli, l'évêque Silvio Baez, la militante Vilma Nuñez, présidente du Centre nicaraguayen des droits humains (Cenidh), des personnalités politiques, des académiciens, d'ex-guérilleros sandinistes, des religieux, des journalistes, des intellectuels et d'anciens fonctionnaires. Quasi tous avaient déjà quitté le pays ces derniers mois.

## Au Nicaragua, l'évêque Rolando Alvarez condamné à vingt-six ans de prison

Le Monde - Par Angeline Montoya - Publié le 13 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/13/au-nicaragua-l-eveque-rolando-alvarez-condamne-a-vingt-six-ans-de-prison_6161653_3210.html*

*L'ecclésiastique, arrêté en août 2022, n'a pas voulu être expulsé vers les Etats-Unis en échange de sa liberté, comme tant d'autres prisonniers politiques.*

*L'évêque de Matagalpa, Rolando Alvarez, critique du régime Ortega, à Managua, le 20 mai 2022. MAYNOR VALENZUELA / REUTERS*

Il était l'un des seuls, la veille de sa condamnation, à avoir refusé de monter dans l'avion qui expulsait plus de 200 prisonniers politiques vers Washington. Le régime de Daniel Ortega en a fait un exemple, et un avertissement : l'évêque Rolando Alvarez a été condamné vendredi 10 février à vingt-six ans et quatre mois de prison pour « conspiration visant à porter atteinte à l'intégrité nationale » et « propagation de fausses nouvelles ». L'ecclésiastique a été déchu de sa nationalité nicaraguayenne et de ses droits civiques à perpétuité.

Arrêté le 19 août 2022 et assigné à résidence depuis lors, l'évêque de Matagalpa (à 130 kilomètres au nord de Managua) a été transféré à la prison La Modelo, dans l'est de la capitale. Il était une des voix les plus critiques contre le gouvernement, et le premier religieux de ce rang à être arrêté. Un autre évêque, Silvio Baez, avait été contraint à l'exil en 2019. Pour le président Daniel Ortega – au pouvoir entre 1984 et 1990, et depuis 2007 –, l'Eglise catholique est complice d'une tentative de coup d'Etat ourdie par Washington. Au début du mois, cinq prêtres ont été condamnés à dix ans de prison.

Daniel Ortega a nié que la libération massive d'opposants – auxquels Madrid a proposé d'offrir la nationalité espagnole – soit le résultat d'une « négociation » avec Washington, qui a imposé des sanctions à Managua après la répression des manifestations antigouvernementales de 2018, qui avait fait 355 morts. *« A diverses occasions, j'ai dit que tous ces gens en prison, arrêtés pour atteintes à la souveraineté, à la paix, contre le peuple nicaraguayen, étaient des agents de puissances étrangères, et* [que celles-ci] *pouvaient les ramener* [chez elles] *»*, a-t-il raconté.
Le pape François, qui a reconnu dimanche, avoir été *« peiné »* par la nouvelle de la condamnation de M$^{gr}$ Alvarez, a précisé qu'il priait pour lui et pour les opposants expulsés, et a renouvelé ses appels *« à l'exercice patient du dialogue ».*

# *Pérou*

## Lima : affrontements autour du Parlement péruvien, les manifestants exigent des élections

Par Euronews  avec AFP - Mise à jour: 29/01/2023
*http://fr.euronews.com/2023/01/29/lima-affrontements-autour-du-parlement-peruvien-les-manifestants-exigent-des-elections*

*Au Pérou, des affrontements violents ont opposé des manifestants et la police autour du Parlement, à Lima. La manifestation a éclaté après le refus des parlementaires d'avancer les élections législatives et présidentielles prévues pour avril 2024.*

*Lima, le 28 janvier 2023  -  Martin Mejia/Copyright 2023 The AP. All rights reserved*

La destitution le 7 décembre dernier du président élu Pedro Castillo est à l'origine du mécontentement. Selon les derniers bilans, au moins 47 personnes ont été tuées dans les protestations qui secouent le pays.

Face à la centaine de barrages routiers érigés, principalement dans le sud du pays, les ministères de l'Intérieur et de la Défense ont annoncé que "la police nationale du Pérou, avec l'appui des forces armées, (allait) effectuer le déblocage des routes".
Les autorités ont recensé jeudi 88 barricades sur des routes dans huit des 25 régions du Pérou.
Ces barrages entraînent des pénuries, font grimper les prix et, selon le gouvernement, compliquent l'accès aux soins et l'arrivée des médicaments dans plusieurs régions.

"Il n'y a pas de gaz ni d'essence. Dans les commerces on ne trouve que des denrées non-périssables et tout est très cher, jusqu'à trois fois le prix normal", a expliqué vendredi à l'AFP Guillermo Sandino, un expert en marketing basé à Ica, à 300 kilomètres au sud de Lima.

La crise politique a également durement frappé le secteur touristique qui a perdu 5,7 millions d'euros par jour entre juin 2022 et fin janvier, selon le ministère du Tourisme.
Les manifestations se poursuivent quotidiennement, notamment dans les régions pauvres andines du Sud qui soutenaient Pedro Castillo et voyaient son élection comme une revanche sur ce qu'elles considèrent être le mépris de Lima à leur égard.

## Podcast | Pauvreté urbaine, nouveaux défis pour les politiques publiques

IRD - 14 février 2023
*https://www.ird.fr/podcast-pauvrete-urbaine-nouveaux-defis-pour-les-politiques-publiques*
Podcast en espagnol : *Pauvreté urbaine : nouveaux défis pour les politiques publiques*

*Présentation de l'épisode #44 du podcast organisé par le consortium de recherche économique et sociale (CIES) et radioprogramas del Perú (RPP) pour parler de la pauvreté urbaine au Pérou avec Norma Correa de la Pontifica Universidad Católica del Perú et Javier Herrera, représentant de l'Ird, respectivement spécialistes des politiques publiques et de la vulnérabilité et de la pauvreté.*

Javier Herrera affirme que l'exode rural et la croissance des villes ont mis en lumière des chiffres alarmants au lendemain de la pandémie. "Deux tiers de la population, soit 8 personnes sur 10, vivent sur la côte et cela signifie que des politiques publiques innovantes sont nécessaires. Nous devons relire la démographie péruvienne et nous reconnecter avec la population", ajoute-t-il.
En 2021, par rapport à 2019, un million deux cent mille personnes vivant dans la métropole de Lima sont en situation de pauvreté, avec des risques alimentaires, une perte de pouvoir d'achat, une augmentation des déficits caloriques et monétaires, entre autres.

Le projet Peru Debate est une initiative d'académies et de centres de recherche qui cherche à construire des ponts d'échanges entre les pouvoirs exécutif et législatif, notamment pour renforcer la capacité des partis politiques, consolider les institutions péruviennes et élever le niveau du débat.
La troisième saison de ce projet s'intitule "Construire le dialogue démocratique" et se développe avec trois groupes de travail sur la réforme politique, la lutte contre la pauvreté et la croissance économique inclusive.

Pour plus d'informations sur les recherches de Javier Herrera sur la pauvreté au Pérou, voir les interviews récentes :
*Article du journal Semana Económica, "La pauvreté augmente" 05.02.2023*
*Article du journal La República LR Data, "Les indices de pauvreté et les régions qui protestent" 27.01.2023*
*Article du journal La República - INEI, "La pauvreté s'aggrave" 04.01.2023*

## Pérou : glissements de terrain meurtriers dans le sud du pays

Par Euronews avec AFP - Mise à jour: 07/02/2023
*http://fr.euronews.com/2023/02/07/perou-glissements-de-terrains-meurtriers-dans-le-sud-du-pays*

*Une série de glissements de terrain dans la région méridionale d'Arequipa, au Pérou, ont fait lundi au moins 15 morts, 20 blessés et deux disparus, selon un premier bilan des autorités, qui précisent que les sinistrés se comptent déjà par milliers.*

*La région d'Arequipa, dans le sud du Pérou, a été touchée par des glissements de terrain. - Tous droits réservés Ever Chambi/AP*

*"Le nombre de personnes décédées jusqu'à présent est de 15"*, a déclaré l'Institut national de défense civile à Arequipa, où les premiers glissements de boue et de rochers sont survenus dimanche en raison de pluies torrentielles.

La zone la plus touchée est le district de Nicolas Valcarcel, dans la province de Camaná, à l'ouest d'Arequipa. Quatre localités du district et de la région voisine de Rio Grande ont été particulièrement touchées.
"*La situation dans ces quatre villages est très défavorable (...) tant à Rio Grande qu'à Nicolas Valcarcel*", a déclaré le gouverneur régional Rohel Sanchez à la télévision locale Canal N.
Il a expliqué qu'il y a beaucoup d'activité minière dans les collines entourant ces villages.
"*Nous avons probablement des gens (et des ouvriers) là-bas qui n'ont pas pu sortir et qui ont été emportés par les coulées de boue*", a ajouté M. Sánchez.

Le nombre total de sinistrés à Arequipa est actuellement de quelques 12 000 personnes, selon la même source. Les autorités d'Arequipa ont demandé au gouvernement central de Lima de déclarer l'état d'urgence pour catastrophe naturelle dans la région.

# *Salvador*

## Au Salvador, l'état d'urgence prolongé pour lutter contre les gangs

Le Monde avec AFP - Publié le 15 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/15/au-salvador-l-etat-d-urgence-prolonge-pour-lutter-contre-les-gangs_6161861_3210.html*

*A la demande du président, Nayib Bukele, les députés ont voté pour une prolongation d'un mois de ce régime d'exception, qui permet des arrestations sans mandat.*

L'Assemblée législative du Salvador a prolongé d'un mois l'état d'urgence, mardi 14 février. Les députés répondaient ainsi à la demande du président, Nayib Bukele, dont la *« guerre »* contre les gangs violents a déjà conduit à plus de 64 000 arrestations.
Cette prolongation, approuvée par 67 des 84 députés du congrès monocaméral, est la onzième depuis l'entrée en vigueur de ce régime d'exception, en mars 2022.

*« Le pays a déjà changé, nous n'allons pas faire un pas en arrière, et c'est grâce aux résultats concluants que nous avons* [obtenus] *dans les rues »*, a déclaré le président de l'Assemblée législative, Ernesto Castro. *« Nous allons nous débarrasser de tous les membres des gangs »*, a-t-il assuré.

L'état d'urgence, qui a soulevé les critiques d'organisations de défense des droits humains, permet des arrestations sans mandat. Il a été instauré l'an dernier, à la fin de mars, après une vague de 87 assassinats attribués aux *maras*, des gangs qui répandent la terreur au Salvador et dans les pays voisins.
Récemment, le gouvernement a inauguré un gigantesque pénitencier dans le sud-est du pays, aux abords de la ville de Tecoluca, où seront détenus 40 000 membres présumés de ces gangs.
Le président Bukele a prétendu mardi sur Twitter que depuis son arrivée au pouvoir, en 2019, il y avait eu *« trois cents jours sans homicide »*. Le gouvernement attribue ce résultat à l'*« efficacité »* de son plan en matière de sécurité et au régime d'urgence.

# *Venezuela*

## Au Venezuela, la campagne présidentielle s'ouvre sur fond de contestation sociale

Le Monde - Par Marie Delcas (Bogota, correspondante) - Publié le 27 février 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/02/27/au-venezuela-la-campagne-presidentielle-s-ouvre-sur-fond-de-contestation-sociale_6163492_3210.html*

*Les conditions de vie de la population restent difficiles, en dépit d'une fragile reprise économique. Les manifestations s'enchaînent pour réclamer de meilleurs salaires, alors que l'opposition n'apparaît pas comme une alternative crédible.*

*Manifestation de fonctionnaires et de retraités devant le ministère de la santé, à Caracas, le 19 janvier 2023. ARIANA CUBILLOS / AP*

Au Venezuela, le gouvernement de Nicolas Maduro et l'opposition ont les yeux rivés sur l'élection présidentielle de 2024. Une partie de la population, elle, est dans la rue. Depuis huit semaines,

instituteurs et professeurs, infirmiers, fonctionnaires et retraités manifestent pour réclamer de meilleurs salaires.
La Fédération des associations de professeurs universitaires a appelé à une grève nationale les 28 février et 1er mars. *« La politique, on s'en fout. Les élections, on s'en fout. On veut des conditions de travail dignes, tout de suite »*, lançait une manifestante devant les caméras.

Alors que s'engage la campagne électorale, les sondages confirment la forte dépolitisation de l'électorat et le discrédit des politiques, qu'elles soient « chaviste » ou « anti-chaviste ».
La fragile embellie de l'économie n'a pas suffi à améliorer les conditions de vie de l'immense majorité de la population.
Après huit ans d'une effroyable récession qui a vu le produit intérieur brut du pays perdre près de 80 % de sa valeur, la croissance est repartie à la hausse. Elle a été de + 6,8 % en 2021 et de + 13,3 % en 2022, selon les estimations de l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF, privé).

Insuffisante pour tirer le pays du marasme, la reprise n'a pas bénéficié à tous. Des centaines de milliers de Vénézuéliens ont encore quitté le pays en 2022, portant le nombre total des migrants à plus de 7 millions, selon l'ONU.
En janvier, l'inflation a atteint 39,4 %. L'hyperinflation menace. Les sanctions américaines grèvent les possibilités de reprise économique du pays, et le gouvernement n'a pas les moyens de financer les demandes sociales.

## Venezuela : Washington considère toujours le gouvernement Maduro comme « illégitime »

Le Monde avec AFP - Publié le 04 janvier 2023
*https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/04/venezuela-washington-considere-toujours-le-gouvernement-maduro-comme-illegitime_6156508_3210.html*

*Les Etats-Unis reconnaissent encore le Parlement élu en 2015 et contrôlé par l'opposition, qui se dit légitime en estimant que les élections législatives de 2020, remportées par le camp chaviste du président Nicolas Maduro, étaient frauduleuses.*

En dépit de la perte d'influence de Juan Guaido – dont la présidence « intérimaire » a été dissoute par les députés du Parlement d'opposition –, les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils ne considéraient toujours pas Nicolas Maduro comme le président légitime du Venezuela, jugeant toujours son élection de 2018 frauduleuse.
*« Notre approche envers Nicolas Maduro n'a pas changé. Il n'est pas le dirigeant légitime du Venezuela »,* a déclaré à la presse, mardi 3 janvier, le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price. *« Nous continuons à reconnaître la seule institution démocratiquement élue du Venezuela aujourd'hui, et c'est l'Assemblée nationale de 2015 »,* a-t-il ajouté.

Le département d'Etat considère que les actifs du gouvernement vénézuélien aux Etats-Unis, y compris ceux de la compagnie pétrolière d'Etat PDVSA, doivent rester sous l'autorité du Parlement vénézuélien élu en 2015 et contrôlé par l'opposition.
Le gouvernement de Nicolas Maduro avait rompu avec les Etats-Unis en 2019, année où l'administration de Donald Trump avait reconnu l'opposant Juan Guaido comme président par intérim du Venezuela. Pour tenter de chasser M. Maduro du pouvoir, Washington avait adopté une batterie de sanctions contre Caracas, dont un embargo sur le pétrole vénézuélien.

Ne parvenant pas à déposer Maduro, les députés de l'ancien Parlement (de 2015) ont mis fin vendredi à la présidence et au gouvernement « intérimaires » de M. Guaido, qui n'avaient pas de pouvoir réel

mais contrôlaient toutefois les actifs vénézuéliens à l'étranger, estimés à 24 milliards de dollars (environ 22,7 milliards d'euros).

Même si l'actuel président Joe Biden continue formellement de ne pas reconnaître M. Maduro comme président du Venezuela, la crise pétrolière provoquée par la guerre en Ukraine a entraîné un réchauffement des relations.
La Maison Blanche a envoyé en 2022 des émissaires à Caracas. Elle a assoupli les sanctions contre le Venezuela après une avancée dans les négociations entre pouvoir et opposition, permettant notamment au géant pétrolier Chevron d'opérer dans le pays latino-américain pendant les six prochains mois.

# *Analyses Politiques*

## Prochain sommet UE/Amérique latine : présidence espagnole, préparation allemande ?

IRIS - 13 février 2023 - Par Jean-Jacques Kourliandsky
*https://www.iris-france.org/173643-prochain-sommet-ue-amerique-latine-presidence-espagnole-preparation-allemande/*

Bruxelles et « les 27 » se préparent à recevoir les 17 et 18 juillet prochains les représentants des 33 pays membres de la CELAC, la Communauté des États latino-américains et de la Caraïbe. Ce sommet, le troisième du genre, vient ranimer un forum diplomatique tombé en léthargie, le dernier avait été organisé en effet les 10 et 11 juin 2015 à Bruxelles.
L'Espagne jugée la plus compétente par Bruxelles sur les questions latino-américaines a pris l'initiative. Josep Borrell, actuel haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, avait tiré une sonnette d'alarme en novembre 2021. « L'Union européenne devrait accorder un peu plus de poids à sa relation avec l'Amérique latine ». La présidence espagnole du Conseil européen, au deuxième semestre 2023, va donc s'ouvrir sur un sommet Europe/Amérique latine.

De façon inattendue ce sommet a mobilisé sur la dernière ligne droite la diplomatie allemande. Au dernier G7 à Elmau, le 26 juin 2022 en Allemagne, Alberto Fernandez, président argentin et *pro tempore* de la CELAC, a été invité, et plusieurs personnalités allemandes étaient en visite en Argentine, Mexique, Brésil et Chili en 2022 et 2023. Cet activisme n'a pourtant rien d'improvisé. Il consolide un intérêt et des ambitions qui ont pris un rythme nouveau depuis 2019. Berlin a en effet organisé, le 28 mai 2019, son premier sommet bilatéral Allemagne-Amérique latine.
L'Espagne, pays européen pilote en Amérique latine, n'est pas restée inerte pour autant, et plusieurs visites d'état ont eu lieu. Le 27 novembre 2022, Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a été élu président de l'Internationale socialiste en présence de 20 délégations latino-américaines. Le 28e sommet ibéro-américain est programmé pour les 24 et 25 mars 2023 en République dominicaine.

Ces initiatives espagnole et allemande sont l'arbre qui cache la forêt. L'Amérique latine est une voie de garage européenne depuis plusieurs années. L'Union européenne est certes, en Amérique latine, en position flatteuse avec ses entreprises et son commerce. Mais les flux économiques et commerciaux, les investissements, venus de ses différents pays constituent-ils un tout cohérent assimilable à ceux provenant de Chine ou des États-Unis ? La concurrence est la règle entre voisins européens comme avec les acteurs d'autres continents.

En politique comme en diplomatie, l'intérêt est variable d'un pays à l'autre. L'Espagne est sans doute la plus active, mais elle est embarrassée par son passé colonial.
L'Allemagne, pour autant, joue-t-elle collectif ? Les différents déplacements effectués par ses plus hauts responsables en Amérique latine, répondent-ils à un objectif européen ou national ?
Mais l'essentiel était incontestablement ailleurs ; Olaf Scholz a été écouté, sans plus par ses interlocuteurs sud-américains qui refusent d'apporter une aide militaire à l'Ukraine, tout comme de se joindre aux sanctions appliquées à l'égard de Moscou. Lula, lui, a dit au sujet des relations Mercosul/Europe qu'il entendait lutter contre la déforestation de l'Amazonie, condition mise par Bruxelles pour ratifier l'accord bilatéral. Mais il a ajouté, tout comme l'Argentin Alberto Fernandez, qu'il souhaitait renégocier certains points de l'accord UE/Mercosur, afin de le rééquilibrer.

Principal partenaire économique européen des Amériques latines, sans passé colonial, l'Allemagne cherche depuis quelques années à diversifier ses relations internationales.
Le Brésil a été salué comme le leader naturel de l'Amérique latine avec lequel un dialogue politique doit être approfondi. Il devrait porter entre autres sur la réactivation du groupe « G4 », (Allemagne, Brésil, Inde, Japon), visant à réformer la composition du Conseil de sécurité de l'ONU.
La diplomatie économique léguée par la chancelière Angela Merkel a été bonifiée, avec quelques gestes symboliques forts ; l'Allemagne a abondé le fonds Amazonie en versant 200 millions d'euros, ce qui facilite une discussion centrée sur les achats de gaz de schiste argentin, de lithium argentin et chilien, d'hydrogène vert chilien. Un mémorandum sur le lithium a été passé avec l'Argentine. Un accord bilatéral Allemagne/Chili concernant les minéraux, a été signé pour officialiser la coopération entre les entreprises chilienne Codelco et allemande (de Hambourg) Aurubis.

La conclusion, tirée par Olaf Scholz pour justifier cet intérêt de l'Allemagne pour l'Amérique latine, relève d'une évidence qui pourtant ne l'est pas pour la majorité des Européens qui vont se réunir à Bruxelles avec leurs homologues d'outre-Atlantique : « L'Amérique latine a un potentiel incroyable ».

# L'Amérique latine à l'aube d'un nouveau cycle progressiste ?

IRIS - 5 décembre 2022
Interview de Christophe Ventura, Directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste de l'Amérique latine - Propos recueillis par Alicia Piveteau, le 6 octobre 2022.
Intégrale de l'interview sur : *https://www.areion24.news/2022/12/05/lamerique-latine-a-laube-dun-nouveau-cycle-progressiste/*

*Incarnée par le Brésil de Lula, l'Équateur de Rafael Correa ou la Bolivie d'Evo Morales, la « vague rose » composée de gouvernements progressistes s'essouffle au tournant des années 2010, avant de connaître un nouvel essor en 2019. Assiste-t-on aujourd'hui à un simple retour des gauches au pouvoir en Amérique latine ?*

*À la fois premier président de gauche dans l'histoire colombienne et ancien membre d'une guérilla, Gustavo Petro succède au décrié Ivan Duque le 19 juin 2022. © Gustavo Petro*

Non sans mal, Luis Arce (*Mouvement vers le socialisme*) devient le nouveau président bolivien en 2020, Gabriel Boric (*Convergence sociale*) incarne le changement au Chili et sa jeunesse interpelle le monde en mars 2021, quant à Gustavo Petro (*Colombia Humana*), il marque l'histoire politique de la Colombie en devenant le premier président issu d'un parti de gauche.
En ce sens, on assiste bien à un retour des gauches après un cycle de reflux des gouvernements progressistes au profit d'une droite conservatrice au mitan des années 2010. Néanmoins, résumer la dynamique actuelle à la formule « le retour de la gauche » ne permet pas de saisir les caractéristiques de la situation en cours. En effet, en 2022, la nature et la vision politiques des gouvernements, le degré de soutien populaire, leurs coalitions d'alliances internes et le contexte international sont très différents du cycle progressiste des années 2000.

Lorsque les gouvernements de gauche sont élus au début du XXI$^{ème}$ siècle, ils entrent en scène après des années de politiques néo-libérales qui se sont révélées destructrices pour les sociétés latino-américaines. Certains pays, comme le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie, en sortent disloqués. Les nouvelles figures de la gauche prennent le pouvoir par les urnes de manière quasi-hégémonique, soutenues par la grande masse des populations.
En plus de cette conjoncture politique, les nouveaux élus bénéficient d'un cycle d'expansion du commerce international, marqué par deux facteurs que sont le boom des matières premières et l'intégration de la Chine à l'OMC en 2001. Cette phase d'accélération stimule la croissance économique jusqu'en 2008 et, dans ce contexte, les exportations latino-américaines dans le monde. Ces gains permettent aux gouvernements latino-américains la réalisation de plans de lutte soutenus contre la pauvreté et contre l'ensemble des inégalités sociales enracinées dans la région.
Au niveau international, le contexte géopolitique des années 2000 a vu l'ensemble des projecteurs se braquer sur l'Irak, le Proche-Orient, l'Afghanistan, théâtres principaux du combat des États-Unis contre « la menace terroriste ». Cela a facilité la prise de distance des gouvernements progressistes, qui ont

pu disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour négocier leur intégration au sein de l'espace mondial.

Dans les années 2020, les vainqueurs aux élections sont portés au pouvoir dans un contexte de crise systémique englobant plus d'un défi. Si la contraction du commerce mondial est un phénomène international durable enclenché depuis la crise de 2008 et exacerbé par la crise sanitaire de la Covid-19, le marasme économique laissé par la pandémie en Amérique latine est tel que la CEPALC [Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes] l'annonçait sans détour dans une déclaration officielle : « *la crise qui secoue la région en cette année 2020, avec une chute du PIB de 5,3 %, sera la pire de toute son histoire* ». Le nombre de décès imputable au virus noircit un peu plus le tableau : 28 % des victimes dans le monde sont enregistrées en Amérique latine, bien que la région ne contienne que 8,4 % de la population mondiale (1). Le Brésil contribue pour beaucoup à ce morbide palmarès avec plus de 670 000 décès à lui seul.
Sur le plan régional, la plus grande distinction entre la « vague rose » des années 2000 et le cycle progressiste actuel est la disparition du caractère hégémonique évoqué précédemment. Les élections se déroulent désormais dans des sociétés polarisées, voire électrisées, très fragmentées, rendant probables de rapides et oscillatoires changements dans les scénarios politiques. La gauche est alors élue moins par adhésion de l'ensemble de la population à son projet et ses dirigeants que par un choix opérationnel — sorte de « vote utile » — de secteurs de la population qui cherchent à éviter une option jugée plus problématique ou menaçante pour le pays.

Les sociétés latino-américaines expérimentent, comme ailleurs dans le monde, une forme de mutation anthropologique historique. D'une part, la féminisation des sociétés et de la production est sans précédent. Le niveau d'accès à l'éducation supérieure a explosé depuis quinze ans et a permis d'ouvrir massivement le marché du travail aux femmes. À cela s'ajoute l'élévation du droit des minorités, des populations autochtones et des populations afro-descendantes. D'autre part, en l'espace de vingt ans, les pays latino-américains sont devenus le creuset des revendications sur les questions environnementales. La montée en puissance des associations, des mouvements sociaux et des communautés indigènes a décuplé la visibilité des revendications écologiques.
Comment expliquer une telle résonance ? Le modèle de développement économique en vigueur, pour l'essentiel des pays de la région et en particulier dans le cône sud, est un modèle basé sur l'extractivisme. En d'autres termes, il repose sur l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles, principalement des minerais et des produits énergétiques et agricoles. Souvent entre les mains de multinationales, qui peuvent être liées aux États locaux eux-mêmes sous la forme de « *joint-venture* ». Ces industries requièrent des capitaux d'entreprises étrangères afin d'exporter les denrées et les matériaux vers les marchés chinois, étatsunien et européen. De plus en plus décrié, ce modèle engendre de fait la destruction d'environnements et nuit directement aux populations, que ce soit par l'expropriation des paysans de leur terre, ou encore par la pollution chimique des eaux.

Aujourd'hui, de puissants phénomènes antagoniques influent sur la scène politique latino-américaine, rendant les prédictions des scénarios précaires. Prenons l'exemple du Chili. Lors des élections présidentielles, le bloc conservateur perd l'élection présidentielle en mars 2021 face à un puissant mouvement populaire dont Gabriel Boric est un produit. Pourtant, son existence politique est loin d'être anéantie. Le projet d'une nouvelle Constitution, défendu par le gouvernement et fortement critiqué par la droite, est massivement rejeté par la population lorsqu'il lui est soumis par la voie du référendum, le 4 septembre 2022. Dans le même pays, quelques mois d'intervalle ont suffi pour que l'adhésion populaire oscille d'un camp à l'autre.
Les gauches dirigent souvent sans majorité naturelle dans les parlements. Le pouvoir n'est plus hégémonisé comme au temps de la « vague rose », il est dilaté entre plusieurs partis, plus morcelé et contingent, rendant l'application des programmes, leur pérennisation et celle des dirigeants, incertains.

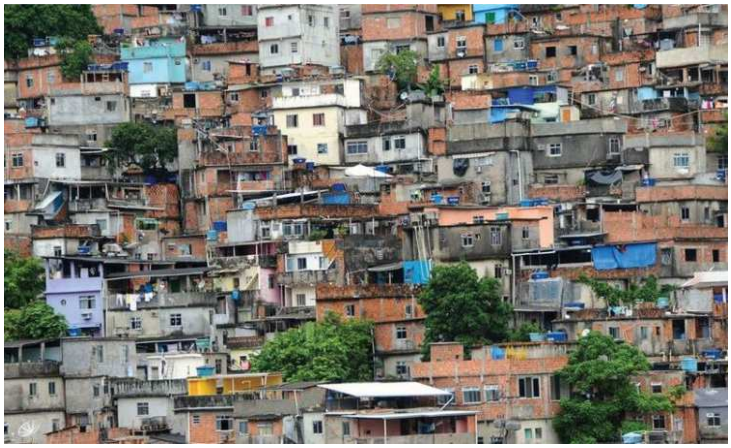
Loin des dynamiques de coopération régionale qui rythmaient le début du XXI$^{e}$ siècle, depuis 2013, la situation vénézuélienne a déclenché une explosion des alliances régionales en séparant les partisans de Nicolas Maduro des partisans de son opposant Juan Guaido. La communauté a ainsi volé en éclats et les dynamiques centrifuges nationales, où chaque pays gère ses crises internes délaissant le domaine de l'intégration régionale, ont dominé. Désormais, les principales institutions régionales sont soit moribondes, soit désertées par leurs membres, comme l'UNASUR [Union des nations sud-américaines] ou la CELAC [Communauté d'États latino-américains et caraïbes].
Dans le concert international, l'Amérique latine reste caractérisée par sa marginalisation et ses divergences. Face à la radicalisation de l'ordre international et la rivalité accrue entre les États-Unis, la Chine (ses deux principaux partenaires) et la Russie, elle est redevenue une périphérie dans les enjeux mondiaux et ne se signale que par les effets conjugués des dynamiques de crise économique et de polarisation politique qui la traversent. Retrouver le chemin d'une voix régionale, qui passe par la reconstruction d'un leadership régional et d'une autonomie stratégique plus grande, constitue le défi de taille qui s'impose comme impératif pour que l'Amérique latine retrouve une place active sur la scène mondiale.

**Note (1)** Amnesty International & Center for Economic and Social Rights (CESR), Américas : Desigual y Letal : Cinco claves para recuperarse de la crisis de derechos humanos que desató la pandemia en América Latina y el Caribe, avril 2022

# Amérique latine : enjeux et perspectives en 2023

Revue Politique et Parlementaire, 2 janvier 2023 – Par Pascal Drouhaudet et Guillaume Asskari
https://www.revuepolitique.fr/amerique-latine-enjeux-et-perspectives-en-2023/

*L'année 2023 offrirait-elle à l'Amérique latine les conditions d'un nouvel élan lui assurant un retour sur la scène internationale ? La victoire de l'Argentine en finale de la Coupe du monde 2022 a mis un focus sur les talents sportifs issus du sous-continent mais également sur l'incroyable ferveur populaire. Le football incarne l'espoir d'un mieux vivre et d'une possibilité de rupture d'un déterminisme social qui révèle les forces et faiblesses des sociétés latino-américaines.*



Plus que jamais, cette réalité est placée dans le cœur d'un continent qui doit en 2023, trouver une nouvelle dynamique en faveur d'un élan économique aux côtés d'une plus grande justice sociale. Cette ambition est difficile à atteindre et à coordonner : l'Amérique latine, avec la région des Caraïbes, est composée de 33 pays constituant autant de pièce d'un puzzle difficile à rassembler. Cet espace couvre une superficie de 19,2 millions de kilomètres carrés, auxquels se rajoutent 2,754 millions de km2 des Caraïbes. Les dernières années écoulées, marquées notamment par la crise de la Covid-19, ont conduit à privilégier les logiques nationales au détriment des coopérations régionales. Comment pouvait-il en être autrement tandis que le nombre de décès atteignait le million et demi, et le commerce international était à l'arrêt, comme les transports aériens ?
Il est important de rappeler qu'un tiers de la population du continent vit dans la pauvreté. 54 % des emplois dépendent du secteur informel, renforçant d'autant les fragilités sociales.

Cet environnement socio-économique difficile explique, en partie, les tensions importantes qui ont secoué depuis 2019, de nombreux pays parmi lesquels le Chili, l'Equateur, le Pérou, la Colombie ou le Panama. Les problèmes internes et les réalités de chaque pays ont obligé les gouvernants à se concentrer sur la politique nationale.
Pour sa part, la mécanique électorale a suivi son cours se concluant systématiquement, par des alternances politiques. Elles peuvent redonner une cohérence aux blocs régionaux, malgré les soubresauts institutionnels qui peuvent surgir, comme dernièrement au Pérou[1]. Les élections brésiliennes[2] ont conclu un cycle électoral, qui, au-delà des victoires de mouvements issus de la gauche, peuvent redonner un sens à une cohésion régionale. Depuis l'élection de Gustavo Petro[3], le dialogue a repris avec le Venezuela[4] après plus de trois années de rupture de relations diplomatiques.

L'Amérique latine a diversifié depuis les années 2000, ses partenaires économiques : les États-Unis restent le 1er investisseur sur le continent mais la Chine est parvenue à s'implanter dans les principales économiques du continent.

Cette nouveauté engage une rupture avec l'histoire contemporaine : longtemps perçue comme le « back yard »[5], « l'arrière-cour », des Etats-Unis, l'Amérique latine a constitué un enjeu majeur durant la guerre Est-Ouest. Au sortir de cette période, au début des années 1990, l'Amérique latine s'était transformée en un continent convoité tandis que l'approche libérale donnait le souvenir d'un développement soutenu et durable durant les années 2000.
La crise financière de 2008 mais plus encore, la chute du cours des matières premières dans le courant des années 2010, renvoyaient le continent à une réalité structurelle : terre de production plus que de transformation, elle peine à se diversifier, tandis que les structures sociales freinent les termes durables d'une croissance économique.
Aujourd'hui, pour certaines grandes puissances, la région latino-américaine est un champ d'opportunités. Pour d'autres, dans le climat de tensions internationales actuelles, l'Amérique latine constitue un nouvel espace de lutte d'influence.

Le climat, la transition économique, des produits tels le lithium[6], constituent autant de perspectives nouvelles qui peuvent constituer un socle de renouveau en s'appuyant sur une gouvernance revisitée. 2023 est dans ce contexte, l'année de tous les défis pour le continent. La diversité latino-américaine offre l'avantage d'une présence sur un large sceptre de sujets. Elle peut également renforcer une forme de fragmentation tant les différences nationales sont fortes. C'est bien pourquoi la cohérence politique née des alternances depuis 2019 marquées par une forte conscience sociale, peut offrir l'avantage de rebâtir une ambition régionale offrant un retour sur la scène internationale.

## 2023 : l'année de tous les possibles

L'Amérique latine a toujours été un continent de ruptures historiques : les périodes précolombiennes, la conquête, les indépendances, les nationalismes, les conflits et tensions de la période Est-Ouest ont constitué autant de temps forts. Aujourd'hui, la cohérence politique qui a surgi des élections depuis 2019, pourrait lui permettre de favoriser un projet commun.
La relance de l'économie est une priorité : le frein à la consommation pendant les années Covid a accéléré une dégradation économique : en 2020, la croissance chutait de 7.7 % mais le PIB connaissait un rebond de 6.9 % en 2021.
L'année 2022 devrait se conclure avec une croissance de 3.7 % alors que les indications pour 2023 sont plus pessimistes : la CEPALC[7] s'attend à une croissance de 1.3 %. Ce niveau n'est pas suffisant pour constituer une large offre d'emplois permettant de faire baisser de manière significative, le niveau de pauvreté. Ce sont près de 115 millions de personnes qui sont entraîné dans la spirale de la pauvreté de manière durable.
Et pourtant, les réformes à mener sont connues mais comme toujours, difficiles à mener.

Pour retrouver une dynamique économique associée une nouvelle cohérence sociale, les pays du continent devraient s'engager dans plusieurs réformes permettant de mener à bien divers objectifs fondamentaux :

- Retrouver un équilibre budgétaire et la voie de la croissance
- Renforcer les liens publics-privés
- Développer une attractivité pour les investissements étrangers
- Renforcer une meilleure convergence normative entre les pays
- Réviser les politiques fiscales au service de politiques publiques
- Créer des politiques de protection sociale
- Préparer les économies à absorber de prochains chocs
- Réviser et renforcer les coopérations régionales.

C'est à ce prix que le continent retrouvera une place durable sur la scène internationale et pourra éviter de devenir « un terrain de jeu » des deux acteurs essentiels du nouveau duopole que le Sommet du G20 à Bali a une nouvelle fois, révélé : les Etats-Unis et la République populaire de Chine.

Mais comment résister à la poussée de la Chine, déjà 1er partenaire commercial du Brésil, très implantée en Equateur, au Pérou, au Panama, mais également au Mexique ou en Argentine ?
Au-delà des matières premières, ce sont les infrastructures notamment dans les domaines de l'énergie, des télécommunications et numériques, tout autant que dans les transports de masse qui permettent à Beijing d'ancrer sa présence en disputant le leadership des investisseurs étrangers aux Etats-Unis.

Pour exister et être prise en considération, l'Amérique latine va devoir en 2023, assurer un retour à la cohérence des sociétés nationales tout en s'engageant sur des sujets placés dans le cœur des relations internationales.
L'année 2023 est une année chargée sur le plan électoral : élections générales (présidentielle et législatives) au Paraguay le 30 avril, au Guatemala le 25 juin, en Argentine le 22 octobre, élections régionales en Colombie le 29 octobre. Cette nouvelle année, c'est aussi la relance d'un référendum constitutionnel au Chili dans le cadre de l'écriture d'une nouvelle Constitution. Après l'élection d'une nouvelle assemblée constituante, ce plébiscite aura lieu le 26 novembre 2023. L'Équateur connaitra également un référendum le 5 février prochain, jour des élections locales (maires et gouverneurs de provinces).

## 2023 : l'Amérique latine à l'heure des choix : peser ou se résigner

La crise de ces deux dernières années a laissé entrevoir les risques d'une fracture numérique et technologique, pouvant contribuer à renvoyer une partie du continent aux marges du monde.
L'Amérique latine est un continent de contrastes. Il est également celui des contradictions : le brassage culturel, la créativité, l'émergence de « majors » industriels, les mégalopoles comme Sao Paulo, Mexico et même Bogota, côtoient le secteur informel, un accès à l'éducation qui peine à se généraliser.

La réforme de fond porte évidemment, pour tous ces pays, sur la fiscalité, autant sur les entreprises, les produits importés et exportés que sur les revenus. Cette nécessité apparait titanesque sinon illusoire mais la durée de la crise a réveillé les consciences.
Les questions environnementales, touchant notamment, à la sécurité alimentaire, à la gestion de l'eau et celle des déchets dans les grandes agglomérations, deviennent des notions qui renvoient aux fondamentaux d'une société à refonder.

C'est pourquoi, les convergences politiques des principales économies peuvent être une chance pour le continent.
Elles répondent aux enjeux internationaux : pour les Etats-Unis, l'une des priorités tend à « contenir » et « réduire » l'influence, considérée comme potentiellement hostile, de la Chine dans le monde. Que ce soit sur le plan technologique, numérique, économique, mais également dans la construction de sa représentation symbolique, « l'Empire du Milieu » est le partenaire-rival de Washington.

La Russie est parvenue, depuis la chute de l'ex-URSS en 1991, à maintenir ses positions auprès de ses « alliés », Cuba et le Nicaragua naturellement, le Venezuela depuis Hugo Chavez et la Bolivie. Elle a élargi ses assises notamment par le renforcement de ses échanges commerciaux, agricoles notamment, avec des pays comme l'Argentine et même le Brésil.
Pour Washington, le sentiment d'une possible « prise à revers » existe. Il devient pour les États-Unis, indispensable de la stopper net sous peine de voir l'Amérique latine redevenir un espace d'instabilité. Avec les négociations secrètes engagées depuis le début du mois de mars 2022, entre les USA et le Venezuela, il s'agit de répondre au défi de la recherche de nouvelles voies énergétiques, faisant suite aux sanctions contre la Russie.

Et naturellement, les questions environnementales et le positionnement latino-américain sur le climat, ouvrent aussi une voie pour un nouvel engagement international.
Autre point important : c'est la place des peuples originaires dans la politique intérieure menée par les nouveaux gouvernants.
Pour illustrer la volonté d'une intégration des autochtones dans la politique, on peut prendre l'exemple du Chili. Au début de son mandat, le nouveau président du Chili, Gabriel Boric, a innové en participant à une cérémonie avec les peuples autochtones au palais présidentiel, avant de se rendre à une traditionnelle messe en la cathédrale de Santiago. Le Président Boric et la première dame, Irina Karamanos, ont reçu une à une les doléances et vœux des sept peuples indigènes du Chili : Yagan, Lican Antai, Mapuche Pewenche, Rapa Nui, Mapuche Lafkenche, Diaguita et Mapuche Füta Warria.

Cette année 2022 est un nouveau retentissement dans une Amérique latine en mouvement. La France, en perte d'influence dans certains pays du continent africain, explore de nouveaux horizons pour de nouvelles coopérations économiques. Il est évident que les nouvelles personnalités politiques élus en Amérique latine permettront d'engager des nouvelles discussions et un rapprochement notamment sur la question énergétique.
Reste à savoir si l'intérêt reste réciproque tant la distance géographique est importante avec des zones comme l'Union européenne et tant les Etats peinent à stabiliser des politiques nationales.

## Conclusion

2023 s'annonce comme une année déterminante pour l'Amérique latine qui est désormais face à son destin.
Deux options s'ouvrent à elle : d'une part, le « repli sur soi ». Les réalités intérieures, extrêmement importantes, peuvent expliquer cette stratégie au dépens des coopérations régionales : certains seront à la recherche d'un nouveau contrat social, tels le Chili, la Colombie, le Honduras**,** la Bolivie. D'autres chercheront à préserver leur régime en s'isolant, comme le Nicaragua.
Mais il existe une autre option : la priorité restant la relance économique, l'Amérique latine et ses pays membres relancent les dynamiques régionales et font de la mer pour la plupart d'entre eux un outil d'influence à la fois sur le plan commercial comme stratégique.

Même si les bases des projets politiques peuvent différer d'un pays à l'autre, les convergences jouent en faveur de la recherche d'une nouvelle dynamique de coopérations régionales.
Pour le Brésil, la relance du Mercosur[8] et d'un dialogue des pays de l'Amazonie[9] constituent un axe essentiel du nouveau Président offrant une projection mondiale dans le cadre de l'enjeu majeur que constitue désormais le défi du changement climatique. De continent « oublié »[10] des relations internationales pendant les années marquées la Covid-19, l'Amérique latine peut se transformer en « un espace convoité » et un acteur aux multiples facettes.

Au sortir d'une crise sanitaire qui l'a affaiblie sur le plan économique et social, l'Amérique latine a conscience qu'il lui faut éviter le risque d'une « balkanisation » internationale. Le conflit en Ukraine et ses conséquences autant sur le plan des enjeux sécuritaires qu'économiques et commerciaux, l'obligent à se positionner et à se transformer sous peine de redevenir un « objet balloté » au gré des évènements internationaux.

Pour cela, la CELAC[11], la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, peut retrouver une place centrale, sorte de vigie politique avec pour objectif, celui d'éviter une « récupération » mécanique par de grandes puissances globales qui inscrivent leur démarche dans une logique de blocs.

Cette réalité, loin des problématiques politiques, géographiques, sécuritaires traversées par l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient ou une partie de l'Asie, peut lui offrir l'opportunité de revenir dans le jeu international. Cette position lui permettrait de construire une forme de « 3ème voie » internationale. La réalité géographique fait de l'Amérique latine, « l'extrême occident »[12] d'un monde sous tension, position qui peut désormais jouer en sa faveur : le réajustement de certaines voies d'approvisionnement, la prise en compte de la mise en place d'un nouveau contrat social intégrant la dimension environnementale comme facteur de développement, constituent autant d'axes essentiels pour un continent qui retrouve sa place dans le monde.

Pascal Drouhaud
Spécialiste de l'Amérique latine**.** Chercheur associé de l'Institut Choiseul, il a fondé l'Association « LatFran » (*www.latfran.fr*).

Guillaume Asskari
Journaliste spécialisé sur l'actualité latino-américaine

1. Pedro Castillo a pris ses fonctions de Président du Pérou le 28 Juillet 2021 un terme d'un processus électoral tendu face à son opposante, Keiko Fujimori. Il a été démis de ses fonctions à l'issus d'un conflit politique avec le parlement, le 7 Décembre 2022. La Vice-Présidente Dona Boluarte lui succède.
2. Brésil : les élections présidentielles se sont tenues les 2 et 30 octobre 2022. Elles se sont conclues par la victoire du candidat de gauche, Luiz Inacio Lula da Silva contre le Président sortant, Jair Bolsonaro.
3. Gustavo Petro, candidat de la gauche unifié rassemblée dans le « Pacto historico) a été élu le 19 Juin 2022 à la Présidence de la République colombienne. Il a promu l'idée d'une « Paix totale », basée sur des accords entre les groupes de dissidents de l'ex guérilla « FARC », le mouvement de l'ELN (Armée de libération nationale), les groupes illégaux liés au narco trafic (notamment le « Clan del golfo ). Il a pris ses fonctions le 7 août 2022.
4. Venezuela **:** depuis les élections présidentielles contestées de 23018, le Venezuela est entré dans une crise politique posant la question de la légitimité. L'opposition n'a pas reconnue la réélection de Nicolas Maduro**,** reconnaissant pour sa part Juan Guaido**.** Depuis 2022, la recherche d'une sortie de crise semble engagée, l'objectif étant la reprise d'un dialogue entre les deux parties dans la perspective des élections présidentielles de 2024.
5. Le « Back yard »est la traduction d'une analyse géopolitique portant sur les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. Construites à travers les doctrines Monroe (1823), complétées notamment par Theodore Roosevelt (1904), cette perception d'une relation déséquilibrée, alliant défense des intérêts économiques américains et interventionnisme. Cette approche a été remise en question pendant la guerre froide durant laquelle l'Amérique latine a été un foyer de nombreux conflits et d'enjeux stratégiques globaux comme pendant la crise des missiles d'Octobre 1962.
6. Le Sommet mondial du lithium s'est tenu à Buenos Aires les 28 et 29 Novembre 2022, réunissant les principaux producteurs de ce métal indispensable notamment aux batteries des téléphones portables et ordinateurs. L'Amérique latine concentre 65% des réserves mondiales.
7. CEPALC : communiqué du 15/12/2022. Bilan et perspectives économiques en Amérique latine.
8. Mercosur : Crée au mois de mars 1991, le Mercosur constitue un marché commun régional, regroupant les économies du brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay et le Venezuela (qui a été suspendu en 2017).
9. Les pays membres du bassin de l'Amazonie sont : le Brésil, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela, le Guyana, le Suriname et la France (Guyane française).
10. Pascal Drouhaud et David Biroste, «L'Amérique latine : le continent oublié des relations internationales ? », Revue politique et parlementaire, 2 novembre 2021, 2 novembre 2021 (consulté le 2 janvier 2022).
11. CELAC : la Communauté des Etats d'Amérique latine / Caraïbes a été créée le 23 février 2010 et a succédé au groupe de Rio.
12. Extrême occident : Concept défini par M. Alain ROUQUIE dans son ouvrage : « Amérique latine, introduction à l'extrême occident, Essais, Paris, 1998.

## *Nature*

### La biodiversité, le climat et l'Homme : 800 ans d'évolution au Brésil dans le Cerrado

IRD- 13 mars 2023
*https://www.ird.fr/la-biodiversite-le-climat-et-lhomme-800-ans-devolution-au-bresil-dans-le-cerrado*

*Une équipe franco-brésilienne dont des scientifiques de l'UMR ISEM apporte un éclairage sur les changements subis par le* Cerrado *brésilien lors du dernier millénaire. Avec l'objectif de comprendre l'impact futur du changement climatique en cours dans une région actuellement très peuplée. Leurs travaux sont publiés dans* Anthropocene.

Comment l'occupation humaine et les évolutions du climat ont affecté le *Cerrado* brésilien au cours du dernier millénaire ? La réponse à cette question permettrait de savoir comment cet écosystème dominant au Brésil réagira aux modifications futures du climat et aux politiques publiques de protection et d'aménagement du territoire.

*Carte de la végétation du nord-est brésilien avec la localisation du parc national Sete Cidades (étoile) dans une zone de transition (vert olive) entre le Cerrado arboré (vert) et la forêt sèche du semi-aride (Caatinga en jaune) © Xavier et al., 2022*

« *Comprendre la dynamique de la végétation est essentiel pour interpréter les changements écologiques à long terme sous différents régimes de précipitation et scénarios d'utilisation des terres* », affirme Marie-Pierre Ledru, palynologue et paléoécologue à l'IRD.
Le nord-est du Brésil a été soumis à des perturbations climatiques et anthropiques au cours des derniers siècles. Pour retracer les épisodes successifs survenus, la chercheuse et ses collègues

brésiliens mènent l'enquête en s'appuyant sur l'analyse d'une carotte de sédiments prélevée dans un marécage du parc national de *Sete Cidades*.
Ce dernier offre deux autres intérêts : son riche patrimoine archéologique ainsi que sa mise sous protection intégrale en 1961, date à laquelle toute activité humaine a été totalement arrêtée. Les pollens, graines et charbon de bois contenus dans les portions de carotte sont autant d'indices pour reconstruire le passé : les deux premiers renseignent sur la végétation tandis que le dernier indique qu'il y a eu des feux.

*Physionomie du Cerrado près de Brasilia © IRD - Marie-Pierre Ledru*

Dans le parc, 24 sites archéologiques attestent d'une présence humaine millénaire. Réalisée par Sergio Xavier dans le cadre de son doctorat en co-tutelle, l'analyse des divers éléments repérés dans les sédiments montre que le paysage du *Cerrado* a été restructuré pendant les intervalles secs et humides au cours des 800 dernières années.

« *La partie la plus ancienne de la carotte (1223) témoigne d'un épisode sec, attesté par la présence d'un arbre résistant à la sécheresse,* explique Francisca Soares de Araújo, professeure à l'université fédérale du Ceará. *Celui-ci coïncide avec l'anomalie climatique médiévale connue sur le continent européen (entre 950 et 1250).* »
Pratiquement plus aucune activité de feu n'étant observée entre 1210 et 1300, on peut avancer que la présence humaine sur le site était réduite pendant cette période sèche.
Par contre, à partir de 1650, une combustion importante de la biomasse et une déforestation intensive permettent de dater l'arrivée des colons européens dans le nord de l'État du Piauí.

*Troupeau de vaches et gardiens à cheval dans la région du Cerrado brésilien © IRD - Vincent Simonneaux*

Il faut savoir que les feux naturels (dus aux conditions climatiques) sont moins dommageables que les incendies d'origine anthropique car ils ne surviennent pas au même moment de l'année (en saison humide pour les premiers). Ces derniers sont liés à la déforestation entreprise par les éleveurs européens pour créer des pâturages où installer leur bétail.

Après la création du parc national de *Sete Cidades* en 1961, plus aucune trace d'incendie n'est enregistrée. Avec deux conséquences : l'expansion d'un *Cerrado* plus arboré et l'augmentation de la biodiversité. « *Cette étude fournit de nouvelles connaissances sur l'occupation humaine passée du nord-est du Cerrado, définie par trois types de pratiques d'utilisation des terres (indigène, coloniale et politique de protection), et souligne l'importance d'inclure les aspects historiques du paysage dans les futurs scénarios de conservation* », conclut Marie-Pierre Ledru.

***Publication** : Sergio Augusto Santos Xavier, Francisca Soares de Araújo, Marie Pierre Ledru. 2022. Changes in fire activity and biodiversity in a Northeast Brazilian Cerrado over the last 800 years, Anthropocene, https://doi.org/10.1016/j.ancene.2022.100356.*
***Contacts science** : Marie-Pierre Ledru, IRD, ISEM marie-pierre.ledru@ird.fr*
*Francisca Soares de Araújo, Université Fédérale du Ceará, tchesca@ufc.br*
***Contacts communication** : Fabienne Doumenge, Julie Sansoulet communication.occitanie@ird.fr*

## Amérique du Sud : l'un des secrets de longévité des cités maya mis au jour

Franceinfo – Par Anne Le Gall
Radio France - Publié le 10/03/2023
*https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-billet-vert/amerique-du-sud-l-un-des-secrets-de-longevite-des-cites-maya-mis-a-jour_5670206.html*

*Une équipe de chercheurs américains a découvert que les villes de l'époque des Mayas qui ont duré le plus longtemps sont celles dont la gouvernance était collective.*

*Pyramide de l'époque maya (PATRICK LEFEVRE / MAXPPP)*

Pourquoi certaines villes d'Amérique du Sud, à l'époque des Mayas, ont elles duré plus longtemps que d'autres ? Des chercheurs de l'université de Boston, de Géorgie et du musée Field de Chicago, ont examiné les vestiges de 24 villes anciennes de l'actuel Mexique. Ces villes ont toutes été fondées entre 1 000 et 300 ans avant Jésus-Christ.

L'objectif était d'essayer de comprendre pourquoi certaines d'entre elles n'avaient duré qu'un siècle tandis que d'autres avaient duré plus de 1 000 ans. Ces archéologues et historiens ont découvert que les villes dont l'apogée a été la plus longue, sont celles qui ont mis en place des formes collectives de gouvernance et qui ont investi dans des infrastructures publiques. Ces villes-là ont eu une durée de vie et un rayonnement régional plus durable que celles dont l'organisation était plus autoritaire, plus hiérarchisée et avec une grande disparité de richesses.

Les chercheurs ont étudié de près les ruines et les traces de bâtiments au sol, la taille et l'éventuelle personnalisation des lieux de pouvoir, comme leur rattachement apparent a de puissantes dynasties familiales, par exemple.
Les villes qui ont connu l'apogée la plus longue sont celles qui ont le plus investi dans des infrastructures collectives : des marchés, des temples, des sociétés de gestion de l'eau, des communautés locales agricoles, des quartiers pour les familles ou encore des places publiques pour échanger. Toutes ces infrastructures communautaires ont permis d'améliorer les échanges et les liens entre les habitants et ont permis visiblement de limiter l'envie d'émigrer ailleurs.

Une leçon du passé qui reste d'actualité, selon les chercheurs : d'autres recherches historiques ont montré que ces villes anciennes du Mexique ont aussi dû affronter à leur époque, différents défis naturels : des sécheresses, des inondations, des tremblements de terre, ou des tempêtes.
Les villes qui ont duré le plus longtemps, grâce aux infrastructures qu'on vient de citer, sont aussi celles qui ont le mieux fait face à ces événements naturels.
Pour ces chercheurs américains, cela doit nous rappeler qu'il est difficile de s'adapter au changement climatique, sans tenir compte du type de gouvernance et notamment d'espaces d'échange collectifs.

## La déforestation tropicale réduit considérablement les précipitations, confirme une étude scientifique

Franceinfo avec AFP
France Télévisions - Publié le 03/03/2023
*https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/la-deforestation-tropicale-reduit-considerablement-les-precipitations-confirme-une-etude-scientifique_5690066.html*

*Selon les chercheurs, les arbres rejettent de la vapeur d'eau à travers leurs feuilles, pouvant ainsi provoquer des pluies localisées.*

*Une zone déforestée dans l'Etat de l'Amazonas, au Brésil, le 16 septembre 2022. (MICHAEL DANTAS / AFP)*

De l'Amazonie aux forêts d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, la déforestation à grande échelle menace de réduire les précipitations sous les tropiques, selon une étude publiée mercredi 1er mars dans la revue *Nature (en anglais)*.
Cette recherche est publiée en plein One Forest Summit, qui réunit experts et dirigeants, dont Emmanuel Macron, au Gabon. Le bassin du Congo, puits de carbone crucial et refuge d'espèces rares (le deuxième en surface après l'Amazonie) est au cœur des débats.

C'est justement dans cette région, sur laquelle plane la menace d'une déforestation rapide dans les années à venir, que le risque de réduction des précipitations est le plus aigu, selon l'étude. *"Nous pourrions arriver à un point où les forêts tropicales ne pourront plus se renouveler",* s'est inquiété l'auteur principal de l'article scientifique, Callum Smith, de l'université de Leeds.

A l'aide de données satellites recueillies de 2003 à 2017 dans les régions tropicales de l'Amazonie, du Congo et de l'Asie du Sud-Est, les experts ont constaté que la déforestation à grande échelle perturbe le cycle de l'eau et entraîne une réduction significative des pluies, les pertes les plus importantes se produisant pendant les saisons humides. Les arbres rejettent en effet de la vapeur d'eau à travers leurs feuilles, pouvant ainsi provoquer des pluies localisées.

Callum Smith appelle à accroître les efforts de conservation, les recherches ayant montré que la restauration de vastes forêts détruites pourrait en partie inverser le phénomène.

***